

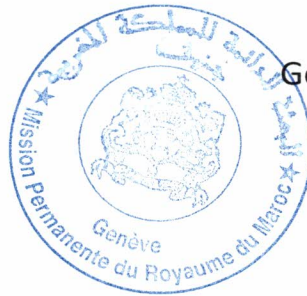


№ 2751

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme – Rapporteur Spécial sur l'Indépendance des Juges et des Avocats -, et à l'honneur de se référer à sa Note Verbale en date du 3 novembre 2021, **sollicitant une contribution au questionnaire sur : « la protection des avocats dans l'exercice libre et indépendant de leur fonction ».**

A cet égard, le Rapporteur Spécial voudra bien trouver, ci-joint, **la contribution au questionnaire dument consolidée par les Autorités marocaines compétentes.**

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme - Rapporteur Spécial sur l'Indépendance des Juges et des Avocats - sa haute considération.



Genève, le 14 décembre 2021

HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME
RAPPORTEUR SPECIAL SUR L'INDEPENDANCE DES JUGES ET DES AVOCATS
GENÈVE

e-mail : registry@ohchr.org
ohchr-srindependencejl@un.org



Royaume du Maroc

*Contribution des autorités marocaines au questionnaire du Rapporteur
spécial sur l'indépendance des juges et des avocats sur la protection des
avocats dans l'exercice libre et indépendants de leur fonction.*

Question n°1 :

▪ Concernant les mesures constitutionnelles :

La Constitution du Royaume du 29 juillet 2011 consacre expressément l'indépendance du pouvoir judiciaire à travers une série de dispositifs (articles 107 à 128) se rapportant en premier lieu aux garanties entourant l'indépendance de la justice, au statut des magistrats mais également expressément aux droits des justiciables et aux règles de fonctionnement de la justice qui supposent nécessairement et implicitement un rôle central des avocats, et ce, bien que la Constitution ne fasse pas explicitement référence aux barreaux ou à la profession d'avocat. En effet, l'article 118 garantit les droits de la défense lesquels, le sont devant toutes les juridictions (article 120) .

• Concernant les mesures législatives et administratives :

Le législateur a prévu plusieurs dispositions juridiques qui permettent aux avocats d'exercer leurs activités professionnelles au regard de leurs clients, et ce, en toute indépendance, conformément aux Principes de base relatifs au rôle du barreau concernant les garanties liées à l'exercice de la profession d'avocat.

Pour garantir l'exercice de la profession en toute liberté, le législateur a notamment adopté en 2008 la **Loi n° 28-08 régissant la profession d'avocat (cf. annexe)** qui édicte un ensemble des règles relatives à l'organisation de la profession d'avocat. La loi qualifie cette profession de libérale et indépendante, et donne aux avocats le statut de partie de la famille judiciaire.

Pour avoir donc une justice totalement indépendante et impartiale, le législateur marocain se réfère au rôle important de l'avocat. Autrement dit, il ne saurait y avoir de justice indépendante sans le concours d'avocats eux-mêmes indépendants.

À cet effet, la profession d'avocat fait l'objet d'un certain nombre de garanties et immunités qui permettent à ses membres d'exercer leur profession et de remplir leur mission au service de la justice et des justiciables.

L'article 3 de la même loi dispose que l'avocat doit observer dans sa conduite professionnelle les principes d'indépendance, d'impartialité, d'intégrité, de dignité, d'honneur et tout ce qu'exigent les bonnes mœurs. Aussi, l'article 4 dispose que les avocats exercent leur profession au sein du barreau institué auprès de chaque cour d'appel, et que chaque barreau est doté de la personnalité civile.

Aussi :

- **Conformément au principe n°16 des principes de base relatifs au rôle du barreau :**

La loi 28-08 régissant la profession des avocats consacre toute une partie aux immunités de la défense par les articles du 58 à 60, qui prévoient des dispositions garantissant l'indépendance du travail de l'avocat. Ces articles précisent notamment que l'avocat ne peut être arrêté à cause de diffamation ou injures ou insultes à l'occasion de l'exercice de sa profession.

L'article 60 de la loi précitée dispose expressément que toute insulte, injure ou menace contre un avocat durant ou en raison de l'exercice de sa profession se voit appliquer les dispositions de l'article 263 du Code pénal qui s'applique à la base aux corps constitués (outrages et violences aux fonctionnaires publiques), et qui punit d'emprisonnement ou et d'amende quiconque portant atteinte à leur honneur, leur délicatesse ou au respect de leur autorité [...].

Par ailleurs, toute enquête à l'encontre d'un avocat, et toute perquisition à son cabinet, pour des crimes ou des délits en relation avec l'exercice de la profession, ne peut être effectuée que par le Parquet ou le juge d'instruction, et après avis du Bâtonnier. De plus, aucune expulsion d'un cabinet d'avocat ne peut intervenir sans en avoir préalablement informé le Bâtonnier et sans avoir appliqué les mesures nécessaires pour protéger les intérêts des clients.

- **Conformément au principe n°17 :**

En vertu de la loi régissant la profession d'avocat, l'avocat ne peut être expulsé de son cabinet qu'après avis du Bâtonnier.

- **Conformément au principe n° 18 et 20 :**

Selon l'article 58 de la Loi 28-08 régissant la profession d'avocat, l'avocat à la latitude de choisir la méthode ou la voie qu'il juge efficace, conformément aux principes de la profession, pour défendre son client. Il ne peut pas être interpellé sur le contenu de ses plaidoiries ou de ses notes dans le cadre de sa défense. Il ne peut être non plus interpellé sur des éléments constitutifs en soi d'injures, insultes ou de diffamations qu'il soulèverait ou rapporterait lors de ses plaidoiries dans l'exercice de sa profession (oralement ou par écrit).

- **Conformément au principe n° 19 :**

L'article 30 de la loi régissant la profession d'avocat mentionne également que l'avocat exerce ses fonctions sur l'ensemble du territoire national, sans présentation de mandat.

Ces fonctions sont :

- 1- Plaider, assister, défendre et représenter les parties devant les juridictions du Royaume et devant les organismes juridictionnels et disciplinaires des administrations de l'Etat, des collectivités et établissements publics ainsi que des ordres professionnels.
- 2- Représenter les tiers et les assister devant toutes les administrations publiques ;
- 3- Faire ou accepter toute offre, déclarer tout aveu ou consentement, donner mainlevée de toute saisie, et d'une manière générale, faire tous actes dans l'intérêt de son client.
- 4- Suivre dans les greffes, les secrétariats des juridictions et auprès de toute autre autorité concernée.

- **Conformément au principe n° 21 :**

Le Code de procédure pénale (CPP) garantit le droit de l'avocat de consulter tout document qui concerne son client, ce qui lui permet de préparer sa défense. En vertu de l'article 139 du Code, l'inculpé et la partie civile ne peuvent être entendus ou confrontés qu'en présence de leurs conseils ou eux dûment appelés, à moins que les parties ou l'une d'elles n'y aient renoncé expressément.

Le Conseil est convoqué, deux jours francs ou moins avant chaque interrogatoire, par lettre recommandée ou par avis qui lui remis contre récépissé, à moins qu'il ne soit informé dans une audience d'instruction précédente, avis contesté par procès-verbal. La procédure doit être mise à la disposition du conseil de l'inculpé un jour avant chaque interrogatoire.

Les articles 235 et 421 du CPP disposent par ailleurs expressément que l'avocat de l'accusé a la faculté de communiquer librement avec son client, et de prendre aussi connaissance de toutes les pièces du dossier que les parties et leurs conseils peuvent prendre communication du dossier comprenant les réquisitions du procureur général du Roi.

- **Conformément au principe n°22 :**

L'article 66 du Code de procédure pénale prévoit la question de communication de l'avocat avec son client en toute confidentialité. Aussi, conformément à ce principe, des garanties sont prévues par l'article 294 du CPP à savoir que la preuve par écrit ne peut résulter de la correspondance échangée entre l'inculpé et son conseil. De même l'article

334 dispose que ne peut être entendu pour témoigner l'avocat du prévenu, au regard de ce qu'il aurait appris en cette qualité.

Par ailleurs, et conformément à l'article n° 93 de la loi n° 23-98 relative à l'organisation et au fonctionnement des établissements pénitentiaires, les lettres adressées sous pli fermé par les détenus soumis à la détention préventive à leur avocat, ainsi que celles que leur envoie ce dernier, ne sont pas soumises au contrôle visé à l'article précédent. S'il y a des doutes qu'elles ne soient pas réellement destinées à l'avocat ou qu'elles ne proviennent pas de ce dernier, elles sont remises au ministère public, sans être ouvertes. Le directeur de l'établissement pénitentiaire informe l'avocat des lettres en question.

Question n° 2 :

Le Barreau est l'ordre professionnel des avocats. C'est un organisme professionnel, administratif et juridictionnel de défense et de régulation de la profession des avocats. Chaque avocat, pour exercer sa profession, doit appartenir à un barreau.

Au regard d'éventuelles ingérences dans l'exercice libre et indépendant de la profession d'avocat, le Barreau est le principal mécanisme qui veille à prévenir toute ingérence. Les organes de chaque Barreau sont l'Assemblée générale, le Conseil de l'ordre et le Bâtonnier, conformément à l'article 88 de la loi régissant la profession d'avocat.

Aussi, selon les articles 84 à 90, le Conseil de l'ordre a pour fonction essentielle de protéger les droits des avocats et veiller au respect par les avocats de leurs obligations dans le cadre des principes de la profession. Il établit également le règlement intérieur du Barreau, le modifie suivant les exigences que nécessite l'application des règles de la profession et de ses usages, et peut également autoriser le bâtonnier à ester en justice au nom de l'ordre.

Les autorités judiciaires restent de leur côté compétentes au regard de tout acte qui porterait atteinte à l'indépendance de la profession d'avocat.

Question n° 3 :

Les barreaux au Maroc jouissent d'une pleine indépendance conformément à l'article 4 de la loi 28-08 régissant la profession d'avocat qui prévoit que chaque barreau est doté de la personnalité civile et d'une indépendance financière.

Le Conseil de l'ordre veille notamment à protéger les droits des avocats et veiller au respect par les avocats de leurs obligations dans le cadre des principes de la profession (voir supra.).

De même l'article 26 de la loi régissant la profession d'avocat, prévoit que l'avocat peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit avec d'autres avocats dans le cadre d'une association ou en qualité d'assistant.

Question n° 4 :

L'exercice de la profession d'avocat est également encadré par des règles disciplinaires, notamment au regard de l'article 61 de la Loi 28-08 qui prévoit des sanctions disciplinaires à l'encontre de l'avocat qui aurait contrevenu aux dispositions de la Loi, aux règlements ou aux règles de la profession et de ses usages, ou qui a failli aux règles de probité ou de l'honneur, même lorsqu'il s'agit de faits commis en dehors du cadre professionnel.

Le Barreau dispose à ce titre de moyens de sanctions disciplinaires à savoir l'avertissement, le blâme voire la suspension, laquelle ne peut excéder trois années et dans les cas le plus sérieux, la radiation du tableau des avocats ou de la liste du stage ou le retrait de l'honorariat.

Lorsque le Conseil de l'Ordre reçoit une plainte à l'encontre d'un avocat, la procédure décrite plus haut est enclenchée. Dans la pratique, le Conseil prend d'abord contact avec l'avocat afin de l'inciter à régler le problème à l'amiable avec le client. Si cela se produit, la procédure est close. Dans le cas contraire, si le Conseil constate que l'avocat a manqué à ses obligations professionnelles, il peut le sanctionner

L'article 341 du Code de procédure civile permet par ailleurs à une Cour d'appel d'appliquer à un avocat qui aurait prononcé un discours injurieux, outrageant ou diffamatoire, des mesures disciplinaires, à savoir un avertissement, un blâme ou une suspension pour deux mois ou six mois en cas de récidive.

▪ **Plaintes soumises à l'encontre d'avocats**

Nombre des plaintes renvoyées par le Parquet Général aux bâtonniers	986 cas	77%
Nombre des plaintes statuées selon les notifications reçues par le parquet général	289 cas	23%
Total	1175 cas	100%

- Concernant les **décisions adoptées par l'institution du Bâtonnier** durant l'année 2020, le nombre des cas est 1275, se répartissent comme suit :

Les poursuites	125
----------------	-----

Décisions explicites de classement	741
Décisions implicites de classement	241
Plaintes en cours	195
Total	1275

- Concernant les décisions disciplinaires adoptées par le Conseil de l'ordre des avocats sont au nombre de 339 cas :

Sanctions	74
Décisions explicites de non poursuite	158
Décisions implicites de non poursuite	107

- 135 Décisions rendues par les cours d'Appel dans le cadre de réexamen des recours présentés contre le Conseil de l'ordre des avocats. Aussi, se répartissent comme suit :

- Ci-dessus tableau récapitulant les poursuites ouvertes à l'égard des avocats et les jugements prononcés contre eux pour les années 2018, 2019 et 2020 :

2018	46	22
2019	23	11
2020	29	06

Question n° 6 :

Durant la période de l'état d'urgence sanitaire, une série de mesures ont été prises pour garantir le meilleur fonctionnement des institutions, notamment au sein du système judiciaire national. Autrement dit, pour lutter contre la propagation du virus covid19, afin de protéger tant les justiciables que les professionnels du secteur de la justice (dont les avocats), l'organisation du travail au sein des tribunaux a été revue à travers l'adoption de plusieurs mesures.

Conformément à l'Instruction n° 1/151 du 16 mars 2020, le Président délégué du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire a annoncé que toutes les audiences au niveau de toutes les juridictions du Royaume sont suspendues et ont été reportées, sauf quelques affaires. Aussi, le procès à distance par visioconférence est l'une des mesures prises pour garantir la continuité du service, et la consécration du procès équitable dans des délais raisonnables.

La période concernée a connu également une croissance considérable au niveau de l'utilisation des services en ligne et des plateformes d'échange avec les professions juridiques et judiciaires. L'utilisation de ces dispositifs technologiques a permis d'assurer la continuité des prestations de l'administration judiciaire et la délivrance des services de bonne qualité dans des délais raisonnables.

Par ailleurs, dans le même contexte, le Ministère public a de son côté diffusé une Circulaire (n° 10) en date du 15 mars 2020 à tous les Parquets du Royaume afin de prendre un ensemble de mesures nécessaires pour limiter l'arrivée des citoyens et des justiciables aux Parquets, et ouvrir des canaux de communications à distance permettant de déposer des plaintes, ou avoir des informations, aussi le report des procédures et affaires qui n'ont pas un caractère d'urgence ou lié à des délais légaux. Et assurer la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Ouvrir une ligne fax et adresse électronique pour la réception des plaintes des justiciables et les informer du numéro d'enregistrement, et le suivi le cas échéant.
- Ouvrir une ligne téléphonique à la disposition des avocats et l'ensemble des justiciables pour avoir des renseignements et répondre aux interrogations urgentes, ou signaler certains crimes
- Éviter d'amener des personnes recherchées devant les parquets que lorsque cela est absolument nécessaire, et focaliser sur des personnes déjà placée en garde à vue ;
- Éviter de programmer des affaires dans le court terme, à l'exception des affaires urgentes ou lié à des délais légaux ;
- Cordonner avec les présidents des tribunaux concernant la gestion des audiences prévues conformément aux orientations qui seront établi par le pouvoir judiciaire à ce sujet ; et la possibilité d'adopter toute autre mesure visant l'objectif préventif ;

Les mesures décrites ci-dessus ont été prises en vertu des dispositions de l'état d'urgence sanitaire notamment selon l'article 3 du Décret-loi n°2-20-292 du 23 mars 2020 « édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et les mesures de sa déclaration » prévoit explicitement que « Les mesures à prendre précitées ne font pas obstacle à la garantie de la continuité des services publics vitaux et des prestations fournies par eux aux usagers ».

Question n°7 :

Le Ministère de la justice a annoncé le 12 novembre 2021 une réforme législative relative à la profession d'avocat (entre autres) qui renforcera les garanties encourant l'exercice de cette profession.

[10 12 21]

4057

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 من العدد 1429 (6 نوفمبر 2008)

ظهير شريف رقم 1.08.102 صادر في 20 من شوال 1429
(20 أكتوبر 2008) بتنفيذ القانون رقم 29.08 المتعلق بتنظيم
الشركات المدنية المهنية للمحاماة.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأمره أننا
بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 26 و 58 منه ،

أصدرنا أمرا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون
رقم 29.08 المتعلق بتنظيم الشركات المدنية المهنية للمحاماة، كما وافق
عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بالدار البيضاء في 20 من شوال 1429 (20 أكتوبر 2008).

وقع بالنعف .

الوزير الأول .

الإمضاء : عباس الناصي

*

*

قانون رقم 29.08

لتنظيم الشركات المدنية المهنية للمحاماة

الياب الأول

مقتضيات عامة

القرع الأول

التسمية والتأسيس

المادة 1

ينظم هذا القانون الشركات المدنية المهنية للمحاماة المنشأة قصد
ممارسة المهنة وفقا لأحكام القانون المنظم لها.
تحمل هذه الشركات اسم الشركات المدنية المهنية للمحاماة، ويشار
إليها في هذا القانون «بالشركة».

المادة 2

يجب أن يكون كل الشركاء في الشركة مسجلين في جدول
نفس الهيئة.

المادة 99

كل شخص نسب لنفسه صفة محام علانية، ومن غير حق، أو انتحل
صفة محام، أو استعمل أي وسيلة قصد إيهام الغير بأنه يمارس مهنة
المحاماة أو أنه مستمر في ممارستها، أو أنه مأثور له في ذلك، يعاقب
بالعقوبات المنصوص عليها في الفصل 381 من القانون الجنائي.
يعاقب كل شخص ارتدى، عن غير حق، أمام أية محكمة من المحاكم،
أو أمام مجلس من المجالس التأديبية بذلة المحامي أو بذلة تشابهها،
يمكن أن توهم أنه يمارس مهنة المحاماة بالعقوبات المنصوص عليها
في الفصل 382 من القانون الجنائي.

المادة 100

يعاقب كل شخص قام بسمسرة الزبناء أو جلبهم بالحس من
مفتدين إلى أربع سنوات، وبغرامة من عشرين ألفا إلى أربعين ألف
درهم.
يعاقب المحامي الذي ثبت عليه القيام بنفس الفعل، بصفته فاعلا
أصليا أو مشاركا، بالعقوبة نفسها ما لم تكن الأفعال معاقبا عليها
بعقوبة أشد.

القسم الرابع

مقتضيات عامة

المادة 101

تكون جميع الأجال المنصوص عليها في هذا القانون كاملة،
فلا يحسب اليوم الأول الذي أنجز فيه الإجراء، ولا اليوم الأخير الذي
يبتغي فيه الأجل.
إذا صادف اليوم الأخير يوم عطلة، امتد الأجل إلى أول يوم عمل بعده.

القسم الخامس

مقتضيات انتقالية

المادة 102

تستمر أجهزة الهيئات الممارسة حين صدور هذا القانون في القيام
بمهامها إلى حين انتهاء مدة ولايتها.

القسم السادس

مقتضيات ختامية

المادة 103

تنسخ أحكام الظهير الشريف رقم 1.93.162 الصادر في 22 من
ربيع الأول 1414 (10 سبتمبر 1993) المعتبر بمثابة قانون يتعلق
بتنظيم مهنة المحاماة. كنا وقع تعديده.

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 من العدد 1429 (6 نونبر 2008)

4056

في حالة تعذر تبليغ المقرر التأديبي يعلق بكتابة الهيئة، ويعتبر التبليغ تاما بعد مضي ثلاثين يوما من تاريخ التعليق.

المادة 94

يحق لجميع الأطراف المعنية، والوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف، الطعن في المقررات الصادرة عن مجلس الهيئة وكذلك في انتخاب مجلس النقيب ومجلس الهيئة، وذلك بمقتضى مقال يودع بكتابة الضبط بمحكمة الاستئناف، داخل أجل خمسة عشر يوما من تاريخ التبليغ، أو إجراء الانتخابات، أو من اليوم الذي يعتبر تاريخا لاتخاذ المقرر الضمني.

المادة 95

تبت محكمة الاستئناف، بفرقة المشورة، بعد استدعاء النقيب وباقي الأطراف، لسماع ملاحظاتهم وتلقي المنتسبات الكتابية للوكيل العام للملك. تبت غرفة المشورة برئاسة الرئيس الأول وأربعة مستشارين؛ تجري المناقشات في جلسة سرية وينطق بالمقرر في جلسة علنية.

المادة 96

يحق لكل من المحامي، وموكله، الطعن شخصا أمام الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف في قرار النقيب المتعلق بتحديد أداء الأتعاب، وفي قرار الإذن للمحامي بالاحتفاظ بملف القضية، وذلك بمقتضى مقال يودع بكتابة الضبط بهذه المحكمة داخل أجل خمسة عشر يوما من تاريخ التبليغ. يبت الرئيس الأول بمقتضى أمر، بعد استدعاء المحامي والطرف المعني، للحضور أمامه، قصد الاستماع إليهما، وإجراء كل بحث مفيد، عند الاقتضاء.

المادة 97

تخضع للضلع بالتعرض والنقض القرارات الصادرة عن الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف وغرفة المشورة بها، وفق الشروط والقواعد والأجال العادية المقررة في قانون المسطرة المدنية.

غير أن كلا من الضلع المرفوع من لدن النقيب باسم الهيئة، ومن الوكيل العام للملك، يقدم دون محام، ويعفى من أداء الرسوم القضائية. تكون القرارات التأديبية الصادرة بالإيقاف عن الممارسة أو التشطيط قابلة لإيقاف التنفيذ من لدن المجلس الأعلى.

القسم الثالث

مقتضيات جزرية

المادة 98

يعاقب كل شخص ثبت أنه يباشر بصفة اعتيادية، إجراء أي مسطرة قضائية لفائدة الغير دون أن يكون مخولا قانونيا لذلك، بالحبس من ستة إلى سنتين وبغرامة من عشرة آلاف إلى عشرين ألف درهم، ما لم تكن الأفعال معاقبا عليها بعقوبة أشد.

2 - وضع النظام الداخلي للهيئة وتعديله، وفق ما يتطلبه تطبيق قواعد المهنة وتقاليدها وأعرافها، مع تبليغه إلى الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف، والوكيل العام للملك لديها، وإيداع نسخة منه بكتابة الهيئة، وكتابة ضبط محكمة الاستئناف؛

3 - تحديد رتبة المحامين المسجلين في الجدول، والمحامين المترشحين؛

4 - إدارة أموال الهيئة وتحديد واجبات الاشتراك، وإبرام عقود التأمين عن المسؤولية المهنية لأعضائها مع مؤسسة مقبولة للتأمين؛

5 - إنشاء وإدارة مشاريع اجتماعية لفائدة أعضاء الهيئة، وتوفير الموارد الضرورية لضمان الإعانات والمعاشات لهم أو للمتقاعدين منهم أو لأراملهم وأولادهم سواء في شكل مساعدات مباشرة، أو عن طريق تأسيس صندوق للتقاعد، أو الاضطرار في صندوق مقبول للتقاعد؛

6 - الترخيص للنقيب لرفع دعاوى أمام القضاء باسم الهيئة وإجراء الصلح أو التحكيم، وإبرام كل تفويت أو رهن أو قرض، وقبول كل هبة أو وصية لفائدتها؛

7 - تحديد تاريخ الانتخابات المهنية والترتيبات التنظيمية المتعلقة بها؛

8 - المصادقة على النظام الداخلي لحساب ودائع وأداءات المحامين.

المادة 92

كل الدالات أو المقررات التي تتخذها أو تجربها الجمعية العامة، أو مجلس الهيئة خارج نطاق اختصاصيهما، أو خلافا للمقتضيات القانونية، أو كان من شأنها، أن تخل بالنظام العام، تعتبر باطلة بحكم القانون.

تعين محكمة الاستئناف هذا البلاط، بناء على ملتصق من الوكيل العام للملك، بعد الاستماع إلى النقيب، أو من يمثله من مجلس الهيئة.

الباب الثاني

التبليغات والطعون

المادة 93

تبلغ قرارات النقيب والاستدعاءات الصادرة عن مجلس الهيئة، ومقرراته إلى المحامي شخصا، أو في مكتبه، أو في منزله، عند الامتناع، عن طريق التوقيع على نسخة من وثيقة التبليغ، أو بواسطة المفوضين القضائيين، أو عن طريق كتابة الضبط بالمحكمة التي يوجد في دائرتها مقر الهيئة، بناء على مجرد طلب من كاتب المجلس.

تبلغ محاضر انتخاب مجلس الهيئة، والنقيب، إلى الوكيل العام للملك، داخل الثمانية أيام الموالية لإجراء الانتخابات عن طريق توقيع كتابة ضبط النيابة العامة، على نسخة من الإرسالية الموجبة إليه، يجري تبليغ مقررات مجلس الهيئة، وقرارات النقيب، إلى الوكيل العام للملك وفق نفس الكيفية.

تم التبليغات المتطقة باقي الأطراف، على يد كتابة الهيئة أو بواسطة رسالة مضمونة مع الإشعار بالاستلام، أو بواسطة المفوضين القضائيين، أو عن طريق كتابة الضبط، طبق ما هو مقرر أعلاه.

4055

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 نو القعدة 1429 (6 نومبر 2008)

يشترط في المترشح لعضوية مجلس الهيئة ما يلي :

- 1 - أن لا يكون قد صدرت في حقه عقوبة تأديبية ،
 - 2 - أن لا يكون محكوما عليه أو متابعاً في قضية تمس بالشرف أو المروءة.
- لا يمكن إعادة انتخاب أعضاء مجلس الهيئة، الذين استمرت عضويتهم مدين متتاليتين، إلا بعد مرور ثلاث سنوات، ما لم يكونوا نقباء سابقين.
- يعتبر النقيب السابق، عضواً بحكم القانون في المجلس الموالي.

المادة 89

يصدر المجلس خلال النصف الأول من شهر أكتوبر من السنة التي تجري فيها الانتخابات مقررًا بتحديد أسماء الحامين الذين لهم حق الترشيح لمنصب النقيب، والعضوية المجلس. مع مراعاة توفر شروط الأهلية للترشيح المنصوص عليها أعلاه، كما يصدر نفس اللائحة قبل إجراء انتخابات جزئية بشهرين على الأقل.

يمكن لكل محام، لم يرد اسمه في مقرر المجلس، أن يرفع الأمر إلى النقيب قصد تدارك الإغفال. داخل أجل ثمانية أيام، من تاريخ التطبيق.

يحق له عند عدم الاستجابة لحلمه داخل أجل ثلاثة أيام الموالية لتاريخ إيداع هذا الطلب أن يتقدم بطعن أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف، التي تبت داخل ثمانية أيام من تاريخ إيداع العريضة بكتابة الضبط بالمحكمة المختصة وذلك بقرار غير قابل لأي طعن.

المادة 90

يتركب مجلس الهيئة، زيادة على النقيب المنتخب والنقيب السابق من :

- نقيب سابق واحد بالنسبة للقطاعات التي يقل عدد أعضائها عن 400 عضو، ومن نقيبين سابقين بالنسبة لباقي الهيئات الأخرى، ينتخبون من الجمعية العمومية، ومن :

- ثمانية أعضاء، إذا كان عدد المحامين يتراوح بين 100 و 300 ؛

- عشرة أعضاء، إذا كان العدد يتراوح بين 301 و 600 ؛

- اثني عشر عضواً إذا كان العدد يتراوح بين 601 و 800 ؛

- أربعة عشر عضواً إذا كان العدد يتراوح بين 801 و 1200 ؛

- ستة عشر عضواً إذا كان العدد يتراوح بين 1201 و 1600 ؛

- ثمانية عشر عضواً إذا كان العدد يتجاوز 1600 .

المادة 91

يتولى مجلس الهيئة، زيادة على الاختصاصات المسندة إليه، النظر في كل ما يتعلق بممارسة مهنة المحاماة، المهام التالية :

أ - حماية حقوق المحامين والسهر على تقيدهم بواجباتهم في نطاق المبادئ التي ترتكز عليها المهنة ؛

تجري انتخابات النقيب ومجلس الهيئة خلال شهر ديسمبر، ينتخب النقيب عن طريق الاقتراع السري، بالأغلبية المطلقة للأعضاء المصوتين، على ألا يقل عددهم عن نصف المسجلين في الهيئة في الاقتراع الأول، وبالأغلبية النسبية للمصوتين، مهما كان عددهم في الاقتراع الثاني. يقتصر الترشيح لمنصب النقيب في الدورة الثانية على المرشحين الأول والثاني الحاصلين على أكبر عدد من الأصوات في الدورة الأولى. ينتخب باقي أعضاء مجلس الهيئة في دورة واحدة بالأغلبية النسبية للمصوتين.

تجري الانتخابات الجزئية وفق الكيفية نفسها داخل أجل شهرين من وقوع الحادث الموجب لها مع مراعاة مقتضيات المادة 89 من هذا القانون.

المادة 86

لا ينتخب نقياً، إلا المحامي الذي تتوفر فيه الشروط التالية :

1 - أن يكون مسجلاً في الجدول منذ عشر سنوات على الأقل ؛

2 - أن يكون قد مارس، من قبل، مهام العضوية بمجلس الهيئة ؛

3 - أن لا يكون قد صدرت في حقه عقوبة تأديبية ؛

4 - أن لا يكون محكوماً عليه أو متابعاً في قضية تمس بالشرف أو المروءة.

لا يمكن إعادة انتخاب النقيب، بنفس الصفة، إلا بعد مرور الفترة الانتخابية الموالية لانتها، مهما كانت مدة الفترة.

المادة 87

يتولى النقيب، زيادة على الاختصاصات المسندة إليه، تمثيل الهيئة في أعمال الحياة المدنية، ورئاسة اجتماعات مجلس الهيئة، والجمعية العامة.

ينوب عنه النقيب السابق، إذا عاقه مانع، عن رئاسة اجتماعات الجمعية العامة، أو مجلس الهيئة، ثم النقيب الأسبق، ثم أقدم الأعضاء سارسة بالمجلس، وإلا فأقدمهم تسجيلاً في الجدول.

يحق له أن يفوض جزءه من اختصاصاته لمدة محدودة، أو كامل سلطاته، في حالة تغيبه أو حصول مانع مؤقت له، وذلك وفق نفس الكيفية المقررة أعلاه.

المادة 88

يتشكل مجلس الهيئة، من ثلاث فئات وهي :

- النقباء السابقون ؛

- المسجلون بالجدول لمدة تفوق عشرين سنة ؛

- المسجلون بالجدول لمدة تتراوح بين عشرة وعشرين سنة ؛

يتمين أن يكون عدد أعضاء الفئة الثانية مساوياً لعدد أعضاء الفئة الثالثة.

الفرع الرابع

الصفة الشرفية

المادة 80

يمكن لمجلس الهيئة أن يخول صفة محام شرفي، للمحامي الذي قدم خدمات جليلة للمهنة واستقال منها بعد أقدمية عشرين سنة، على الأقل، في هيئة أو أكثر من هيئات المحامين بالمغرب.

يخضع المحامي الشرفي لسلطتي النقيب ومجلس الهيئة.

المادة 81

يمكن سحب الصفة الشرفية، بمقتضى مقرر، يتخذه مجلس الهيئة، إذا ما صدر عن المعني بالأمر ما يخل بنبل هذه الصفة.

القسم الثاني

تنظيم هيئات المحامين

الباب الأول

الهيئة وأجهزتها واختصاصاتها

المادة 82

تتشكل هيئة المحامين، من المحامين المسجلين في الجدول، ومن المحامين المتمرتين. تقرن صفة المحامي، والمحامي المتمرن ببيان الهيئة التي ينتمي إليها.

المادة 83

لا تؤسس أي هيئة للمحامين لدى محكمة الاستئناف، إلا إذا بلغ عدد المحامين المستقرين بدائرتها، مائة على الأقل، بغض النظر، عن عدد المحامين المتمرتين.

إذا كان عدد المحامين أقل من مائة، ألحقوا بالهيئة المحدثة بدائرة أقرب محكمة الاستئناف إليها.

لا يتم تأسيس أية هيئة جديدة، عند توفر شروط إحداثها، إلا في نفس الفترة التي تجري فيها الانتخابات العامة لباقي الهيئات القائمة.

المادة 84

تتكون أجهزة كل هيئة من الجمعية العامة، ومن مجلس الهيئة، ومن النقيب.

تتألف الجمعية العامة من جميع المحامين المسجلين بالجدول.

ينتخب النقيب من لدن الجمعية العامة الانتخابية التي تتولى بعد ذلك انتخاب مجلس الهيئة.

ينتخب كل من النقيب ومجلس الهيئة لمدة ثلاث سنوات.

المادة 85

تجتمع الجمعية العامة مرتين في السنة على الأقل، لمناقشة القضايا التي تهم ممارسة المهنة وفق ما يعرضه عليها مجلس الهيئة.

المادة 76

يقوم مجلس الهيئة التفاضلي عن التقييد في الجدول تلقائيا، أو بطلب من الوكيل العام للملك، أو عن المعني بالأمر نفسه بعد الاستماع إليه، أو استدعائه، قبل تاريخ انعقاد المجلس بخمسة عشر يوما على الأقل.

يبلغ المقرر المتخذ إلى المحامي المعني، وإلى الوكيل العام للملك، داخل أجل خمسة عشر يوما من صدوره.

يترتب على هذا المقرر وجوب امتناع المحامي موضوع التفاضلي عن ممارسة أي عمل من أعمال المهنة، مع الاحتفاظ له بعرضيته ورسته في الهيئة.

المادة 77

يعاد التسجيل في الجدول بطلب من المحامي المعني عند ارتفاع سبب التفاضلي خلال خمس سنوات من حدوث مانع التفاضلي، في الحالتين الأولى والثانية المشار إليهما في المادة 75 أعلاه.

يبعث مجلس الهيئة في طلب إعادة تسجيل المحامي المتفاضلي عنه بمقتضى مقرر.

الفرع الثالث

التشطيب والإسقاط من الجدول

المادة 78

يشطب مجلس الهيئة على المحامي من الجدول تنفيذا لعقوبة تأديبية بالتشطيب، يسقط اسم المحامي من الجدول في حالات الوفاة أو الاستقالة أو عدم المطالبة بإعادة التسجيل في الجدول داخل الأجل المنصوص عليه في المادة 77 أعلاه.

المادة 79

يقوم النقيب في حالة وفاة محام، غير مرتبط بعقد مشاركة، أو عضو في شركة مهنية، بتعيين محام يقوم بإحصاء الملفات الجارية في مكتب المعني بالأمر، ويتخذ باتفاق مع ورثة الهالك، جميع الإجراءات اللازمة لضمان تصفية تلك الملفات، ما لم يكن المحامي المتوفى، قد عين في حياته محاميا لهذه الغاية.

يعين أيضا في حالتي التفاضلي أو الإسقاط في غير حالة الوفاة، محاميا يقوم بنفس الإجراءات، إذا لم يتخذ المحامي المعني التدابير اللازمة لضمان تصفية الملفات الجارية بمكتبه، رغم إنذاره من طرف النقيب.

تطبق في حالة التشطيب التأديبي مقتضيات الفقرة الثانية من المادة 73 والفقرة الثانية من المادة 74 أعلاه.

4053

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 نوالفدوة 1420 (6 نهمس 2008)

في حالة عدم التنفيذ الضروي، يعين النقيب تاريخ الانتقال إلى المكتب، والسهر على التنفيذ، ويمكنه الاستعانة في ذلك بالنيابة العامة. لا يمكن تسجيله بجدول أي هيئة أخرى أو تقييده بلانحة التمرين بها.

المادة 72

تقدم المتابعات ضد النقيب الممارس إلى محكمة الاستئناف غير تلك التي توجد الهيئة بدائرتها، وذلك من لدن الوكيل العام للملك لدى المجلس الأعلى، تلقائياً أو تبعا لشكوى توصل بها.

الباب السابع

التوقف والانقطاع عن مزاولة المهنة

الفرع الأول

المانع المؤقت

المادة 73

يجب على المحامي الذي يعترضه مانع، يحول دون ممارسة مهامه، أن يشعر النقيب بالأمر في حينه، وأن يبلغه في ذات الوقت اسم المحامي، أو المحامين، الذين اختارهم من نفس الهيئة للقيام مقامه مؤقتا بتسيير المكتب.

إذا تعلق الأمر بعقوبة تأديبية بالإيقاف وجبت موافقة النقيب على الاختيار.

المادة 74

يعين النقيب المحامي النائب، أو المصالحين النواب، إذا لم يتمكن المحامي المعني من مباشرة الاختيار، أو لم يشره بالفعل، بعد إنذاره من طرفه.

يقوم النقيب بالتعيين، أيضا، في حالة عقوبة تأديبية بالإيقاف، إذا لم يحظ الاختيار بموافقة، أو لم تقع مباشرته رغم الإنذار.

يضع النقيب حدا للنيابة بطلب من النائب عنه، أو تلقائيا عند رفع المانع، أو بطلب من المحامي النائب، أو المصالحين النواب، أو الوكيل العام للملك.

الفرع الثاني

التفاسي عن التقييد في الجدول

المادة 75

يتعين التفاسي عن تقييد كل محام في الجدول في إحدى الحالات التالية:

- إذا كان لا يمارس مهنته فعليا، دون مانع مشروع؛
- إذا كان لا يؤدي دون موجب مقبول، في الأجل المقررة، واجبات مساهمته في تكاليف الهيئة، أو يخل بمقتضيات نظام الضمانات الاجتماعية المحدثة لفائدة أعضائها أو ذوي حقوقهم؛
- إذا تعذر عليه ممارستها بسبب مرض أو عاهة خطيرة ومستمرة.

المادة 68

في حالة المتابعة من طرف النقيب، أو إذا ألفت محكمة الاستئناف قرارا بالحفظ، يجري المجلس تحقيقا حضوريا مع المحامي المشتكى به، ويتولى على ضوءه، تكييف الوقائع، ويصدر أمرا بالاستدعاء يتضمن ملخصا للوقائع، والنصوص القانونية، والتنظيمية، والقواعد المهنية موضوع المتابعة، ويعين فيه يوم وساعة انعقاد المجلس التأديبي.

يبلغ الأمر بالاستدعاء إلى المحامي المتابع، قبل خمسة عشر يوما، على الأقل، من تاريخ انعقاد المجلس التأديبي، مع إشعاره بإسكانية الاختيار أحد المحامين، لمؤازرته، وحقهما في الاطلاع داخل الأجل المذكور على جميع وثائق الملف.

المادة 69

يمكن لمجلس الهيئة أن يضع يده تلقائيا، على كل إخلال بالنصوص القانونية أو التنظيمية، أو قواعد المهنة أو أعرافها، أو أي إخلال بالروية والشرف، ويجري المسطرة التأديبية في مواجهة المحامي المعني بالأمر، مباشرة.

المادة 70

يحضر المحامي المتابع شخصيا أمام المجلس للاستماع إليه مؤازرا بمحاميه المختار عند الاقتضاء.

إذا لم يستجب للأمر بالاستدعاء الموجه إليه، بت المجلس في المتابعة، يقرر يعتبر حضوريا.

لا يشارك النقيب في التصويت قصد اتخاذ المقرر التأديبي إلا إذا تساوت الأصوات.

يبت مجلس الهيئة في أجل لا يتعدى ستة أشهر، من تاريخ إحالة الملف إليه، أو من تاريخ وضع اليد من طرف المجلس.

يبلغ المقرر التأديبي داخل خمسة عشر يوما من صدوره إلى المحامي المعني، وإلى الوكيل العام للملك، ويشعر به المشتكى.

يعتبر عدم بت المجلس، داخل هذا الأجل، بمثابة مقرر بعدم مزاولة المحامي المتابع.

المادة 71

يتعين على المحامي الموقوف أو المشطب عليه، بمجرد ما يصبح المقرر قابلا للتنفيذ، أن يتخلى عن ممارسة أي عمل من أعمال المهنة أو أن يتعامل بصفته محاميا.

يفقد المحامي المشطب عليه الحق في وصف نفسه بصفة محام. يستدعي النقيب المحامي الموقوف أو المشطب عليه ويشعره بوجوب تنفيذ المقرر ويمنحه أجلا لذلك لا يتعدى شهرا.

يشعر النقيب الوكيل العام بتنفيذ المعني بالأمر المقرر التأديبي.

ينقطع التقادم بكل إجراء من إجراءات المتابعة أو التحقيق.
لا يمنع قبول الاستقالة، من إجراء المسطرة التأديبية، بسبب أفعال سابقة على الإسقاط من الجدول.

المادة 65

لا تحول المتابعة التأديبية نون تحريك الدعوى العمومية، من طرف النيابة العامة أو المتضررين، زجرا للأفعال التي تكون جنحا أو جنبايات.

المادة 66

يمكن لمجلس الهيئة، ولأسباب مهنية، عند إجراء متابعة زجرية ضد أي محام، أن يصدر في حالة الضرورة القصوى، موقرا معللا بمنع هذا المحامي من ممارسة المهنة مؤقتا.

يتخذ المجلس هذا المقرر، تلقائيا أو بطلب من النقيب، أو الوكيل العام للملك، بالأغلبية المطلقة لأعضائه.

ينفذ هذا المقرر رغم كل طعن.

لا يمكن أن تتجاوز مدة المنع المؤقت سنة كاملة ما لم يكن المعني بالأمر معتقلا.

يمكن للمجلس أن يقرر رفع المنع المؤقت بنفس الشروط، إما تلقائيا، وإما بطلب من المعني بالأمر.

ينتهي مفعول المنع المؤقت، بقوة القانون، بمجرد التصريح ببراءة المحامي المتابع.

يجب على مجلس الهيئة أن يبت في موضوع المتابعة التأديبية بعد صدور الحكم النهائي داخل أجل أقصاه أربعة أشهر من تاريخ تبليغه بمقتضيات الحكم المذكور، وإلا رفع المنع المؤقت، بقوة القانون.

الفرع الثاني

المسطرة التأديبية

المادة 67

تحال على النقيب الشكايات المرفوعة مباشرة لمجلس الهيئة أو المحالة من الوكيل العام والمقدمة، وفي مواجهة محام، والتي تتعلق بشخافة النصوص القانونية، أو التنظيمية أو قواعد المهنة، أو أعرافها، أو أي إخلال بالموهبة والشرف.

يتخذ النقيب موقرا بالحفظ أو بالمتابعة ويتعين أن يكون قراره معللا وذلك داخل أجل ثلاثة أشهر وإلا اعتبر قرارا ضمنيا بالحفظ.

للكوكل العام للملك، وحده، أن يطعن في قرار الحفظ الصادر عن النقيب، ضمنيا أو صراحة، بعد تبليغه بالقرار.

إذا ألغت محكمة الاستئناف مقرر النقيب بالحفظ، تحيل الملف، وجوبا، من جديد، لعرضه على مجلس الهيئة لمواصلة إجراءات المتابعة.

الباب السادس

التأديب

الفرع الأول

مقتضيات عامة

المادة 61

يعاقب تأديبيا، المحامي الذي يرتكب شخافة للنصوص القانونية، أو التنظيمية، أو قواعد المهنة أو أعرافها، أو إخلالا بالموهبة والشرف، ولو تعلق الأمر بأعمال خارجة عن النطاق المهني.

المادة 62

العقوبات التأديبية هي:

- الإنذار؛

- التوبيخ؛

- الإيقاف عن ممارسة المهنة لمدة لا تزيد عن ثلاث سنوات؛

- التشطيط من الجدول أو من لائحة التمرين، أو سحب الصفة الشرفية.

يمكن أن يتضمن المقرر الصادر بالإيقاف عقوبة إضافية، بتعليق منطوقه بكتابة الهيئة لمدة معينة.

يتعين تعليق منطوق المقرر الصادر، بصفة نهائية، بالتشطيط.

يجوز للمحامي الذي صدر، في حقه مقرر تأديبي نهائي بالإنذار، أو التوبيخ، أو الإيقاف، أن يقدم لمجلس الهيئة، التماسا برد الاعتبار، يبت فيه المجلس داخل أجل شهر من تاريخ التوصل به.

يقدم التماس بالنسبة لعقوبتي الإنذار والتوبيخ بعد انصرام ثلاث سنوات من صدورها، وبعد انقضاء خمس سنوات إذا تعلق الأمر بعقوبة الإيقاف عن المزاولة لمدة تقل عن سنة، وبعد عشر سنوات إذا كانت العقوبة بالإيقاف تفرق سنة.

ينطلق الأجل في الحالتين الأخيرتين ابتداء من تاريخ تنفيذ عقوبة الإيقاف عن الممارسة.

المادة 63

يمكن لمجلس الهيئة، أن يأمر بالتنفيذ المعجل لمقرر الإيقاف عن الممارسة، أو التشطيط في حالة الإخلال الخطير بقواعد المهنة.

للمحامي المعني أن يطلب إيقاف التنفيذ المعجل أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف التي قدم طعنه لديها.

المادة 64

تتقادم المتابعة التأديبية:

- بمرور ثلاث سنوات ابتداء من تاريخ ارتكاب المخالفة؛

- بتقادم الدعوى العمومية إذا كان الفعل المرتكب يشكل عملا جرميا.

4051

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 نوالقعدة 1429 (6 نوفمبر 2008)

يتعين على كل الإدارات العمومية وشبه العمومية والمؤسسات والشركات إيداع المبالغ العائدة لموكلي المحامين بحساب الودائع والأداءات التابع لهيئتهم.

كل أداء تم خلافا لهذه المقتضيات لا تكون له أية قوة إبرائية في مواجهة الموكل أو المحامي ويتحمل مرتكب المخالفة عند الاقتضاء مسؤولية أداء المبالغ العائدة للموكل أو مصاريف وأتعاب المحامي. يحدد طريقة تنظيم هذا الحساب نظامه الداخلي طبقا للفقرة الثامنة من المادة 91 بعده.

تدخل هذه المادة حيز التنفيذ خلال سنة من تاريخ نشر هذا القانون في الجريدة الرسمية.

الباب الخامس

حصانة الدفاع

المادة 58

للمحامي أن يسلك الطريقة التي يراها ناجعة طبقا لأصول المهنة في الدفاع عن موكله.

لا يسأل عما يرد في مرافعاته الشفوية أو في مذكراته ما يستلزم حق الدفاع.

لا يمكن اعتقال المحامي بسبب ما قد ينسب له من قذف أو سب أو إهانة، من خلال أقوال أو كتابات صدرت عنه أثناء ممارسته المهنة أو بسببها.

تعزى المحكمة محضرا بما قد يحدث من إخلال، وتحيله على النقيب، وعلى الوكيل العام لذلك لاتخاذ ما قد يكون لازما.

المادة 59

لا يسكن اعتقال المحامي أو وضعه تحت الحراسة النظرية، إلا بعد إشعار النقيب، ويستمع إليه بحضور النقيب أو من ينتدبه لذلك.

لا يجرى أي بحث مع المحامي، أو تفتيش لمكتبه، من أجل جنابة أو جنحة ذات صلة بالمهنة، إلا من طرف النيابة العامة أو قاضي التحقيق وفق المقتضيات أعلاه.

لا يمكن تنفيذ حكم إفراغ مكتب محام إلا بعد إشعار النقيب، واتخاذ الإجراءات اللازمة لضمان مصالح موكله.

المادة 60

كل من سب أو قذف أو هدد محاميا أثناء ممارسته لمهنته أو بسببها، يعاقب بالعقوبات المقررة في الفصل 263 من القانون الجنائي.

الفرع الخامس

حسابات المحامي

المادة 54

يجب على المحامي أن لا يتسلم، في نطاق نشاطه المهني، أية نقود أو سندات أو قيم، إلا مقابل وصل مرقم له نظير.

يتضمن هذا الوصل حتما البيانات التالية: اسم المحامي، واسم الطرف الذي قام بالدفع أو التسليم، وموجبه، وتاريخه، وكيفية الأداء.

المادة 55

يجب على المحامي أن يقيد ويضبط حسابات النقود والسندات والقيم التي يتسلمها، والعمليات المتجزئة عليها في دفتر الحسابات اليومية المعد من لدن مجلس الهيئة، أو الذي وافق على نموذجه، والمؤشر عليه من لدن النقيب.

يجب عليه أيضا أن يمسك حسابا خاصا بملف كل موكل.

يتضمن الدفتر اليومي، جميع العمليات الحسابية من مدا خيل ومصاريف للمكتب، وودائع حسب تسلسلها دون بياض، أو تشطيب، أو زيادة بالظرة يبين فيه، بصفة خاصة، موضوع كل عملية بإيجاز ووضوح، ومبلغها، واسم الطرف الذي تمت في اسمه، وتاريخ وكيفية أدائها.

يجب على المحامي عند وقوع أي خطأ في التدوين أن يتدارك ذلك في الأمان في صلب السجل.

يتضمن حساب ملف كل موكل جميع العمليات المتعلقة به.

المادة 56

يقوم النقيب، بنفسه، أو بواسطة من ينتدب لذلك من أعضاء مجلس الهيئة، بتحقيق حسابات المحامين وبالتحقق من وضعية الودائع لديهم كلما تطلب الأمر ذلك.

على النقيب أن يجري هذا التحقيق مرة واحدة في السنة، على الأقل، أو عندما يطلب منه الوكيل العام للملك ذلك.

إذا تم تحقيق الحسابات، أو الإطلاع على دفاتر حسابات أي محام، بناء على طلب الوكيل العام للملك، تعين إشعاره بالنتائج.

المادة 57

يؤسس على صعيد كل هيئة حساب وودائع وأداءات المحامين يديره مجلس هيئتها، تودع به لزوما المبالغ المسلمة للمحامين المسجلين بجدول هذه الهيئة على سبيل الوضعية، وتم بواسطته كل الأداءات المهنية التي يقوم بها المحامي لفائدة موكله أو الغير.

تودع بهذا الحساب كل المبالغ الناتجة عن تنفيذ مقرر قضائي من لدن مصالح التنفيذ والمفوضين القضائيين.

يصدر هذا القرار، في ظرف شهر من طرح النزاع، ويبلغ إلى المحامي وموكله في أجل خمسة عشر يوماً من صدوره.

المادة 50

يبقى المحامي مسؤولاً عن الوثائق المسلمة إليه طيلة خمس سنوات، اعتباراً من تاريخ انتهاء القضية، أو من آخر إجراء في المسطرة، أو من يوم تصفية الحساب مع الموكل في حالة استبداله لمحاميه.

المادة 51

يختص نقيب المهنة، بالبت في كل المنازعات، التي تثار بين المحامي وموكله بشأن الأتعاب المتفق عليها والمصرفات، بما في ذلك مراجعة النسبة المحددة باتفاق بين المحامي وموكله. كما يختص في تحديد وتقدير الأتعاب في حالة عدم وجود اتفاق مسبق.

للموكل أن ينازع في بيان الحساب المبلغ إليه داخل أجل ثلاثة أشهر، الموالية لتاريخ توصله به تحت طائلة سقوط الحق.

يستلم النقيب، عند الاقتضاء، إلى المحامي والطرف المعني لتلقي ملاحظاتهم، وما يتفرغان عليه من حجج، يبت في الطلب داخل أجل شهر من تاريخ تسلمه.

يبلغ هذا القرار إلى المحامي وإلى الموكل داخل أجل خمسة عشر يوماً من صدوره.

إذا تعلق الأمر باتعاب النقيب الممارس أو مصرفاته، تولى البت في كل طلب أو منازعة في شأنها، النقيب السابق للمهنة. وعند عدم وجوده، يتولى ذلك أقدم عضو بمجلسها، وفق نفس الإجراءات.

تتقدم جميع الطلبات والمنازعات المتعلقة بالأتعاب بمرور خمس سنوات من تاريخ انتهاء التوكيل.

المادة 52

يؤيد رئيس المحكمة الابتدائية التي يوجد بها مكتب المحامي قرار تحديد الأتعاب والمصرفات بالصيغة التنفيذية، بعد انصرام أجل الاستئناف.

المادة 53

تستفيد أتعاب المحامي، عند استيفاء الدين، من الامتياز المقرر في الفصل 1248 كما تم تعديله، من الظهير الشريف الصادر في 9 رمضان 1331 (12 أغسطس 1913) بمثابة قانون الالتزامات والعقود.

يباشر هذا الامتياز وفق الترتيب الوارد في الفصل المذكور، وتحل أتعاب المحامي الرتبة الثامنة في الترتيب.

المادة 44

تحدد الأتعاب باتفاق بين المحامي وموكله بما في ذلك المبلغ المسبق منها.

يمكن للمحامي أن يطلب تسبيقاً جديداً أثناء سير الدعوى، أو بمناسبة أي إجراء اقتضته المسطرة وفي هذه الحالة يوافق موكله بتوضيح عن مصاريف الدعوى.

المادة 45

لا يجوز للمحامي

1 - أن يتفق مسبقاً مع موكله على الأتعاب المستحقة عن أي قضية، ارتباطاً بالنتيجة التي يقع التوصل إليها؛

2 - أن يقتني، بطريق التفويت، حقوقاً متنازعة فيها قضائياً، أو أن يستفيد هو أو زوجه أو فروعه بأي وجه كان، من القضايا التي يتولى الدفاع بشأنها.

كل اتفاق يخل بهذه المقتضيات يكون باطلاً بحكم القانون.

المادة 46

لا يحق للمحامين قداماً القضاة، أو الموظفين، أن يقبلوا تمثيل الأطراف، أو مؤازرتهم، في القضايا التي كانت معروضة عليهم، أو باشرها بأي شكل من الأشكال، أثناء مزاولتهم مهامهم السابقة.

المادة 47

يتعين على المحامي أن يتبع القضية المكلف بها إلى نهايتها أمام الجهة المعروضة عليها.

لا يحق للمحامي سحب نيابته، إذا ارتأى عدم متابعة القضية، إلا بعد إشعار موكله بوقت كاف، يتأتى له معه ضمان إعداده دفاعه، وذلك بواسطة رسالة مضمونة مع الإشعار بالاستلام توجه لآخر محل معروف للمضاربة مع الموكل، أو بسائر وسائل التبليغ الأخرى.

يوجه المحامي إشعاراً بذلك إلى محامي الخصم، وإلى المحكمة الرفع إليها النزاع، أو إلى الجهة الإدارية المعروض عليها النزاع.

المادة 48

يمكن للموكل أن يسحب التوكيل من محاميه في أي مرحلة من المسطرة، شريطة أن يوفي له بالأتعاب والمصرفات المستحقة عن المهام التي قام بها لفائدته، وأن يبلغ ذلك إلى الطرف الآخر، أو محاميه، ورئيس كتابة الضبط بالمحكمة التي تنظر في القضية، وذلك بواسطة رسالة مضمونة مع الإشعار بالاستلام أو بسائر وسائل التبليغ الأخرى.

المادة 49

لا يحق للمحامي أن يحتفظ بالملف المسلم إليه من طرف موكله، ولو في حالة عدم أداء، ما يجب له من المصرفات، والأتعاب ما لم يرضخ له النقيب في ذلك، بمقتضى قرار خاص اعتماداً على ما يدلى به من مبررات.

الفرع الثالث

المساعدة القضائية

المادة 40

يعين النقيب لكل متقاض، يتمتع بالمساعدة القضائية، محاميا مسجلا في الجدول، أو مقيدا في لائحة التمرين ليقوم لفائدته بكل الإجراءات التي تدخل في توكيل الخصام.

لا يجوز للمحامي المعين أن يمتنع عن تقديم مساعدته ما لم يتم قبول الأعدار أو الموانع التي تحول بينه وبين ذلك.

تجرى المتابعة التأديبية ضد المحامي في حالة إصراره على الامتناع، رغم عدم الموافقة على أعداره أو موانعه، وكذا في حالة أي تقصير في القيام بواجبه.

المادة 41

للمحامي المعين، في نطاق المساعدة القضائية، أن يتقاضى من موكله أتعابا عن المسطرة التي باشرها ونجحت عنها الاستفادة مالية أو عينية لهذا الأخير، على أن يعرض الأمر وجوبا على النقيب لتحديد مبلغ تلك الأتعاب.

يتقاضى في الأحوال الأخرى أتعابا من الخزينة العامة يتم تحديد مبلغها وطريقة صرفها بمقتضى نص تنظيمي.

الفرع الرابع

العلاقات مع الموكليين

المادة 42

يستقبل المحامي موكله ويعطي استشاراته بمكتبه، غير أنه عندما ينتقل خارج دائرة مكتبه، يستقبل موكله بمكتب أحد المحامين.

لا يسوغ له في نطاق نشاطه المهني، أن يتوجه إلى مقر موكله، إلا إذا حتمت ذلك ظروف استثنائية، شريطة إشعار النقيب مسبقا بالأمر، والتقيد بمرعاة مقتضيات وأخلاق المهنة.

المادة 43

يحث المحامي موكله، على فض النزاع، عن ضريق الصلح، أو بواسطة الطرق البديلة الأخرى، قبل اللجوء إلى القضاء، يقوم بجميع الوسائل الممكنة بإخبار موكله بمراحل سير الدعوى، وما يتم فيها من إجراءات، إلى غاية التبليغ والتنفيذ.

يخطر موكله حالا، بما يصدر فيها من أحكام،

يقدم لموكله النصع والإرشاد، فيما يتعلق بطرق الطعن الممكنة، مع نعت نضره إلى أجلها.

غير أنه يحق له أن يعلق خارج البناية التي يوجد بها مكتبه أو داخلها، لوحة تحمل اسمه الشخصي والعائلي، وكونه محاميا أو محاميا مقبولا لدى المجلس الأعلى، أو نقيبيا سابقا، أو حاملا لشهادة الدكتوراة في الحقوق.

ولا يشير المحامي إلا إلى هذه الصفات في أوراق مكتبه وملفاته.

يحق للمحامي أن يتوفر على موقع في وسائل الاتصال الإلكترونية يشير فيه، باقتضاب، إلى نبذة عن حياته، ومساره الدراسي والمهني، وميادير اهتماماته القانونية وأبحاثه، شريطة الحصول على إذن مسبق من النقيب بمضمون ذلك.

المادة 36

لا يجوز للمحامي أن يقضي أي شيء يمس بالسر المهني في أي قضية، يتعين عليه، بحسب خاصة، أن يحترم سرية التحقيق في القضايا الجزرية، وأن لا يبلغ أي معلومات مستخرجة من الملفات، أو ينشر أي مستندات أو وثائق أو مراسلات، لها علاقة ببحث مازال جاريا.

الفرع الثاني

العلاقات مع المحاكم

المادة 37

لا يحق للمحامي أن يمثل أمام الهيئات القضائية والتأديبية إلا إذا كان مرتديا بذلة المحاماة.

المادة 38

يجب على المحامي، أن يعين موطنه المهني داخل دائرة اختصاص محكمة الاستئناف، التابعة لها الهيئة المسجل بها، وإلا اعتبر كل إجراء يلي لكتابة الضبط صحيحا.

يجب عليه عند تنصيب للدفاع أمام محكمة توجد خارج دائرة اختصاص المحكمة المشار إليها في الفقرة السابقة، أن يختار محل المخابرة معه، بمكتب محام يوجد بدائرة تلك المحكمة أو بكتابة ضبط المحكمة المنصب للدفاع أمامها.

يجب عليه عند الترافع أمام محكمة خارج الدائرة المذكورة، أن يقدم نفسه إلى نقيب الهيئة أو من يمثله، وإلى كل من رئيس الجلسة، وممثل النيابة العامة بها، والمحامي الذي يرافع عن الطرف الآخر.

المادة 39

لا يجوز للمحامين في كل الأحوال أن يتفقوا، متواطئين فيما بينهم، على أن يتوقفوا، كلية، عن تقديم المساعدات الواجبة عليهم إزاء القضاء، سواء بالنسبة للجلسات أو الإجراءات.

المادة 32

المحامون المسجلون بجدول ميثاق المحامين بالملكة، هم وحدهم المؤهلون، في نطاق تمثيل الأطراف، وموازرتهم، لتقديم المقالات والمستنجات والمذكرات الدفاعية في جميع القضايا باستثناء قضايا التصريجات المتعلقة بالحالة المدنية، والقضايا المدنية، وقضايا النفقة أمام المحكمة الابتدائية والاستئنافية، والقضايا التي تخصص المحاكم الابتدائية بالنظر فيها ابتدائيا وانتهايا وكذا المازرة في قضايا الجنع والمخالفات.

غير أنه يمكن للمحامين الذين يمارسون المهنة في بلد أجنبي، يرتبط مع المغرب باتفاقية تسمح لمواطني كل من الدولتين المتعاقبتين بمارسة المهنة في الدولة الأخرى، أن يؤازروا الأطراف، أو يمثلوهم، أمام المحاكم المغربية، بشرط أن يعينوا محل المخابرة معهم بمكتب محام مسجل بجدول إحدى ميثاق المحامين بالملكة بعد الإذن لهم بصفة خاصة، في كل قضية على حدة، من طرف وزير العدل ما لم تنص الاتفاقية على خلاف ذلك.

المادة 33

لا يقبل لمؤازرة الأطراف وتمثيلهم أمام المجلس الأعلى، مع مراعاة الموقر المكتسبة، إلا :

- المحامون المسجلون بالجدول منذ خمس عشرة سنة كاملة على الأقل ؛
- المحامون الذين كانوا مستشارين أو محامين عامين، بصفة نظامية، في المجلس الأعلى ؛
- قداماء القضاة، وقدماء أساتذة التعليم العالي، المعفون من شهادة الألفية ومن التمرين، بعد خمس سنوات من تاريخ تسجيلهم بالجدول.

المادة 34

يهين مجلس الهيئة في شهر أكتوبر من كل سنة قائمة بأسماء المحامين المقبولين للترافع أمام المجلس الأعلى. يتولى النقيب تبليغ القائمة خلال شهر نوفمبر الموالي إلى الرئيس الأول للمجلس الأعلى. تنشر القائمة الكاملة للمحامين المقبولين للترافع أمام المجلس الأعلى بالجريدة الرسمية.

الباب الرابع

واجبات المحامين

الفرع الأول

التشبث بالوقار والسر المهني

المادة 35

لا يجوز للمحامي أن يمارس أي عمل يستهدف جلب الأشخاص، واستمالتهم، ولا أن يقوم بأي إشهار كيفما كانت وسيلته.

الفرع الثاني

مهام المهنة

المادة 30

يمارس المحامي مهامه بمجموع تراب السلطنة، مع مراعاة الاستثناء المنصوص عليه في المادة الثالثة والعشرين أعلاه، من غير الإدلاء بوكالة. تشمل هذه المهام :

1 - الترافع نيابة عن الأطراف وموازرتهم والدفاع عنهم وتمثيلهم أمام محاكم المملكة، والمؤسسات القضائية، والتأديبية لإدارات الدولة والجنابعات والمؤسسات العمومية، والهيئات المهنية، وممارسة جميع أنواع الطعون في مواجهة كل ما يصدر عن هذه الجهات في أي دعوى، أو مسطرة، من أوامر أو أحكام أو قرارات، مع مراعاة المقتضيات الخاصة بالترافع أمام المجلس الأعلى ؛

2 - تمثيل الغير وموازرته أمام جميع الإدارات العمومية ؛

3 - تقديم كل عرض أو قبوله، وإعلان كل إقرار أو رضى، أو رفع اليد عن كل حجز، والقيام، بصفة عامة، بكل الأعمال لفائدة موكله، ولو كانت اعترافا بحق أو تنازلا عنه، ما لم يتعلق الأمر بإنكار خط يده، أو طلب يمين أو قلبها، فإنه لا يصح إلا بمقتضى وكالة مكتوبة ؛

4 - القيام في كتابات الضبط، ومختلف مكاتب المحاكم، وغيرها من جميع الجهات المعنية، بكل مسطرة غير قضائية، والحصول منها على كل البيانات والوثائق، ومباشرة كل إجراء أماسها، إثر صدور أي حكم أو أمر أو قرار، أو إبرام صلح، وإعطاء وصل بكل ما يتم قبضه ؛

5 - إعداد الدراسات والأبحاث وتقديم الاستشارات، وإعطاء فتاوى والإرشادات في الميدان القانوني ؛

6 - تحرير العقود، غير أنه يمنع على المحامي الذي حرر العقد، أن يمثل أحد طرفيه في حالة حدوث نزاع بينهما بسبب هذا العقد ؛

7 - تمثيل الأطراف بتوكيل خاص في العقود.

8 - يتعين على المحامي أن يحتفظ بملفه بما يفيد توكيله للإدلاء به عند المنازعة في التوكيل أمام النقيب أو الرئيس الأول لحكمة الاستئناف.

غير أنه يتعين عليه الإدلاء بتوكيل كلما تعلق الأمر باستخلاص مبالغ مالية من محاسبين عموميين لفائدة موكله في قضايا لم يكن بنوب فيها.

المادة 31

لا يسوغ أن يمثل الأشخاص الذاتيون والمعنويون والمؤسسات العمومية وشبه العمومية والشركات، أو يؤازروا أمام القضاء، إلا بواسطة محام، ما عدا إذا تعلق الأمر بالدولة والإدارات العمومية تكون نيابة المحامي أمرا اختياريا.

4047

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 نو الفعدد 1429 (6 نومبر 2008)

الباب الثالث

ممارسة المهنة

الفرع الأول

كيفية ممارسة المهنة

المادة 25

يتعين في حالة المشاركة أن يتضمن الجدول إلى جانب اسم كل محام متشارك، اسم المحامي أو المحامين المتشاركين معه.

المادة 26

يسكن للمحامي أن يمارس مهنته وحده، أو مع غيره من المحامين، في نطاق المشاركة، أو في إطار شركة مدنية مهنية، أو المساكنة أو بصفته مساعداً.

ينظم الإشار القانوني للشركات المدنية المهنية، بمقتضى قانون، غير أنه لا يجوز أن يكون للمحامي، أو للمحامين المتشاركين إلا مكتب واحد.

المادة 27

يرخص مجلس الهيئة بالمشاركة أو المساكنة أو المساعدة بناء على طلب موجه إلى النقيب من المحامين المتعاقدين. لا يرغض الترخيص إلا في حالة تضمين العقد مقتضيات إضافية لقواعد المهنة، وعدم استجابة المحامين المعنيين لتوجيهات مجلس الهيئة، في شأن تعديلها.

يبت المجلس، في كل الأحوال، داخل أجل ثلاثة أشهر من تاريخ إيداع العقد، وإلا اعتبر الطلب مقبولاً.

المادة 28

المحامون الشركاء مسؤولون مدنياً على وجه التضامن إذا، موكلهم، لا يجوز للمحامين المشار إليهم في المادة 27 أعلاه، أن يتوبوا أو يؤازروا أو يمثلوا أطرافاً لها مصالح متعارضة. لا يجوز للمحامين الساعدين أن يمارسوا باسمهم الخاص إلا بإذن من صاحب المكتب أو في نطاق المساعدة القضائية.

المادة 29

إذا حدث نزاع مهني بين المحامين الشركاء أو المتساكنين، أو المساعدين، ولم يتوصل النقيب إلى التوفيق بينهم، يعرض النزاع، وجوباً، على تحكيم يقوم به محامون، يختار كل طرف أحدهم لهذه الغاية، وينضم إليهم محكم معين من طرف النقيب.

لا يكون القرار المتخذ قابلاً لأي طعن.

تطبق هذه المقتضيات في حالة وفاة أحد المحامين المتشاركين، أو المتساكنين، أو المساعدين، أو عدم بقائه منتظماً للهيئة.

المادة 20

يجري مجلس الهيئة، بحثاً حول المرشح.

يبت مجلس الهيئة في طلبات التسجيل في الجدول بعد استكمال عناصر البحث داخل أجل أربعة أشهر من تاريخ إيداع الطلب وأداء واجبات الانخراط.

لا يرفض مجلس الهيئة التسجيل إلا بعد الاستماع إلى المعني بالأمر، أو في غيبته، إذا استدعي ولم يحضر بعد خمسة عشر يوماً من تاريخ توصله أو تعذر ذلك بصفة قانونية.

يبلغ مقرر قبول التسجيل في الجدول، أو رفضه، إلى المعني بالأمر، وإلى الوكيل العام للملك، داخل أجل خمسة عشر يوماً من تاريخ صدوره.

يعتبر طلب التسجيل مرفوضاً إذا لم يبت فيه المجلس داخل خمسة عشر يوماً الموالية لانتهاء المدة المحددة أعلاه.

المادة 21

يؤدى القسم من طرف المترشح المعفى من شهادة الأهلية، ومن التمرين، والذي تقر تسجيله في الجدول، وذلك حسب الكيفية المقررة في المادة الثانية عشرة أعلاه.

المادة 22

يسجل المحامون المتمرنون المسؤولون في الجدول حسب تاريخ تقديم طلب التسجيل.

يسجل باقي المترشحين في الجدول اعتباراً من تاريخ أداء القسم.

المادة 23

لا يجوز لقدماء القضاة، والموظفين ورجال السلطة، أو الذين مارسوا مهامها، أن يقيدوا في لوائح التمرين، أو يسجلوا في جدول الهيئة المحدثة لدى آخر محكمة الاستئناف، التي زاولوا مهامهم في دائرتها، قبل مضي ثلاث سنوات من تاريخ انقطاعهم عن العمل بها.

يحظر عليهم، بعد تسجيلهم في أي هيئة أخرى، أن يمارسوا خلال نفس الفترة أي شكل من أشكال النشاط بتلك الدائرة.

لا يفرض أي قيد بالنسبة لقدماء قضاة المجلس الأعلى، وقدماء الموظفين ورجال السلطة الذين كانت مهامهم تشمل جميع أنحاء المملكة.

المادة 24

يحصر الجدول في مطلع كل سنة قضائية، ويطلع ويودع بوزارة العدل، وكتابات الضبط لدى المجلس الأعلى، والمحاكم الموجودة بالدائرة.

يمكن لكل هيئة أن تطلب نشر الجدول بالجريدة الرسمية.

3 - قداماء المحامين الذين سبق تسجيلهم مدة خمس سنوات على الأقل، بدون انقطاع في جدول هيئة أو عدة هيئات للمحامين بالمغرب، أو هيئة أو عدة هيئات للمحامين بإحدى الدول الأجنبية التي أبرمت مع المغرب اتفاقية دولية تسمح لمواطني كل من الدولتين المتعاقبتين بممارسة مهنة المحاماة في الدولة الأخرى ثم انقطعوا عن الممارسة، شريطة ألا يزيد هذا الانقطاع على عشر سنوات.

4 - المحامون المفتون لإحدى الدول الأجنبية التي أبرمت مع المغرب اتفاقية دولية تسمح لمواطني كل من الدولتين المتعاقبتين بممارسة مهنة المحاماة في الدولة الأخرى وذلك بعد إثبات استقلالهم من الهيئة التي كانوا يمارسون بها.

ويتعين على المحامين المنتمين لهذه الدول، إذا لم يكونوا حاصلين على شهادة الأهلية لمزاولة مهنة المحاماة المنصوص عليها في المادة 5 أعلاه، اجتياز امتحان لتقييم معرفتهم باللغة العربية والقانون المغربي قبل البت في طلباتهم، تنظم شروطه بمقتضى نص تشريعي.

5 - أساتذة التعليم العالي، في مادة القانون، الذين راولوا، بعد ترسيمهم، مهنة التدريس مدة ثماني سنوات بإحدى كليات الحقوق بالمغرب، وذلك بعد قبول استقلالهم أو إحالتهم على التقاعد ما لم يكن ذلك لسبب تأديبي.

غير أنه لا يمكن لاستاذ التعليم العالي فتح مكتب خاص به إلا بعد قضاء مدة سنة أشهر بمكتب محامي يعينه النقيب.

الفرع الرابع

الجدول

المادة 19

يُقدم طلب المترشح المعفي من شهادة الأهلية، والتمارين مدعماً بما يثبت توفر الشروط المقررة للتسجيل في الجدول.

يقدم المحامي المتمرن طلبه الرامي إلى التسجيل في الجدول خلال أجل ثلاثة أشهر من تاريخ انقضاء مدة التمرين.

عند انصرام هذا الأجل يستدعي المجلس المعني بالأمر للاستماع إليه بشأن العذر الذي عاقه عن تقديم الطلب.

عند قبول العذر بمنح المعفي بالأمر مهلة ثلاثة أشهر لتقديم طلب التسجيل إلى المجلس.

للمجلس أن يقرر الحذف من لائحة التمرين بالنسبة للمحامي المتمرن الذي لا يتقيد بالأجل أعلاه.

لا يتخذ قرار الحذف من لائحة التمرين إلا بعد الاستماع للمعني بالأمر من طرف مجلس الهيئة، أو انصرام أجل خمسة عشر يوماً على تاريخ توصله بالاستدعاء بأخر عنوان مهني له، أو تعذر ذلك.

2 - الحضور في الجلسات بالمحاكم.

3 - المواظبة على الحضور في ندوات التمرين والمشاركة في أشغالها.

المادة 15

للمحامي المتمرن أن يحل محل المحامي المشرف على تمرينه في جميع القضايا، غير أنه لا يجوز له:

1 - أن يمثل أو يوازر الأطراف في قضايا الجنائيات سواء بالنيابة عن المحامي المشرف على تمرينه، أو في إطار المساعدة القضائية؛

2 - أن يتراعى أمام محاكم الاستئناف خلال السنة الأولى من تمرينه؛

3 - أن يفتح مكتباً له أو أن يمارس باسمه الخاص خارج نطاق المساعدة القضائية؛

4 - أن يحمل لقب محام إلا إذا كان مشغولاً بصفة متمرن.

المادة 16

يمكن لمجلس الهيئة أن يمدد فترة التمرين لمدة إضافية لا تزيد عن السنة في حالة الإخلال بالتزامات التمرين، وذلك بمقتضى مقرر معلل.

يقع التمديد، وجوباً، في حالة الانقطاع دون سبب مشروع لنفس مدة الانقطاع كاملة.

لا تتخذ المقررات التي يصدرها مجلس الهيئة، في نطاق أحكام هذه المادة، إلا بعد الاستماع إلى المعني بالأمر، أو في غيبته إذا استدعي ولم يحضر بعد خمسة عشر يوماً من تاريخ توصله بالاستدعاء. في آخر عنوان مهني له، أو تعذر ذلك.

المادة 17

يتعين الحذف من لائحة التمرين في حالة:

- الاستمرار في الإخلال بالتزامات التمرين بالرغم من تعدد مدته؛

- الاستمرار في الإنقطاع رغم تمديد فترة التمرين.

يصدر المجلس مقرر الحذف بعد الاستماع إلى المعني بالأمر أو في غيبته إذا استدعي ولم يحضر، بعد خمسة عشر يوماً من تاريخ توصله بالاستدعاء، لأخر عنوان مهني له، أو تعذر ذلك.

المادة 18

يعنى من الحصول على شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة ومن التمرين

1 - قداماء القضاة الذين قضوا ثماني سنوات على الأقل في ممارسة القضاء، بعد حصولهم على الإجازة في الحقوق، وقبول استقلالهم، أو إحالتهم على التقاعد ما لم يكن ذلك لسبب تأديبي؛

2 - قداماء القضاة من الدرجة الثانية أو من درجة فوقها، بعد قبول استقلالهم، أو إحالتهم على التقاعد ما لم يكن ذلك لسبب تأديبي؛

4045

الجريدة الرسمية

عدد 5680 - 7 ذو القعدة 1429 (6 جويلية 2008)

يرفق الطلب وجوبا بما يلي :

1 - الوثائق المثبتة لتوفر المترشح على الشروط المنصوص عليها في المادة الخامسة أعلاه .

2 - سند التزام صادر عن مقام مقيد بالجدول منذ خمس سنوات على الأقل، وحاصل على إذن كتابي مسبق من النقيب، يتعهد، بقتضاه، أن يشرف على تمرين المرشح بمكتبه وفق القواعد المهنية.

يمكن للنقيب، تعيين هذا المحامي، عند الاقتضاء،

يجري مجلس الهيئة بحثا حول أخلاق المترشح بجميع الوسائل التي يراها مناسبة،

يبعث المجلس في الطلبات المستوفية لكافة الوثائق وعناصر البحث خلال أجل لا يتعدى أربعة أشهر من تاريخ تقديم الطلب :

لا يتخذ مقرر بالرفض إلا بعد الاستماع للمترشح من طرف مجلس الهيئة، أو بعد انصرام أجل خمسة عشر يوما على التوصل بالاستدعاء، في عنوانه المدلى به من طرفه، أو تعذر ذلك :

يبلغ مقرر القبول أو الرفض إلى المترشح، وإلى الوكيل العام للملك، داخل أجل خمسة عشر يوما من صدوره،

يعتبر الطلب مرفوضا في حالة عدم تبليغ مقرر المجلس خلال خمسة عشر يوما التالية لانتهاء الأجل المحدد للبث في الطلب،

المادة 12

لا يقيد المترشح المقبول في لائحة التمرين، ولا بشروع في ممارسته، إلا بعد أن يؤدي القسم الآتي :

« أقسم بالله العظيم أن أمارس مهام الدفاع والاستشارة بشرف وكرامة وضمير ونزاهة واستقلال وإنسانية، وأن لا أحيد عن الاحترام الواجب للمؤسسات القضائية وقواعد المهنة التي أنتمي إليها وأن أحافظ على السر المهني، وأن لا أبوح أو أنشر ما يخالف القوانين والأنظمة والأخلاق العامة، وأمن الدولة، والسلم العمومي.»

يؤدي هذا القسم أمام محكمة الاستئناف في جلسة خاصة يرأسها الرئيس الأول ويحضرها الوكيل العام، وكذا نقيب الهيئة الذي يتولى تقديم المترشحين المقبولين.

المادة 13

يتم التقييد بلائحة التمرين التي يضبطها مجلس الهيئة،

يقوم المجلس بنشر هذه اللائحة سنويا مع الجدول.

المادة 14

تستغرق مدة التمرين ثلاث سنوات يقوم المحامي المتمرن خلالها بالالتزامات التالية :

1 - الممارسة بصفة فعلية في مكتب محام يتوفر على الشروط والاقدمية المحددة في المادة 11 أعلاه .

الفرع الثاني

حالات التنافي

المادة 7

تنافى مهنة المحاماة مع كل نشاط من شأنه أن يمس باستقلال المحامي والطبيعة الحرة للمهنة، وخاصة :

1 - كل نوع من أنواع التجارة، سواء زاوله المحامي مباشرة أو بصفة غير مباشرة :

غير أنه يمكن للمحامي التوقيع على الأوراق التجارية لأغراضه المدنية :

2 - مهام مدير شركة تجارية وحيد، أو عضو مجلس إدارتها المنتدب، أو مسيرها، أو شريك في شركة التضامن :

3 - مهنة وكيل الأعمال، وغيرها من المهن الحرة الأخرى، سواء زاولها المحامي، مباشرة أو بصفة غير مباشرة :

4 - وظيفة محاسب وجميع الوظائف المناجورة :

5 - جميع الوظائف الإدارية والقضائية.

يتعرض العقوبات التأديبية كل محام يوجد في حالة تنافي.

المادة 8

مع مراعاة المقتضيات الضريبية الجاري بها العمل، لا يعتبر أجيرا بأي حال من الأحوال المحامي المتمرن والمحامي المساعد.

المادة 9

لا تتنافى مهنة المحاماة مع :

1 - العضوية في المجلس الدستوري وفي المحكمة العليا .

2 - العضوية في المجلس الإداري لشركة :

3 - القيام بمهام التحكيم والوساطة بانتداب من القضاء أو بطلب من الأضراف.

المادة 10

يبقى المحامي الذي تسند إليه مهمة عضو في الديوان الملكي، أو عضو في الحكومة، أو سفير، أو عضو في ديوان وزير، أو متفرغ لأي مهمة مكلف بها من لدن الدولة، مقيدا في جدول الهيئة حسب أقدميته دون أن يكون له الحق في ممارسة مهام المهنة طيلة توليه تلك المهمة.

الفرع الثالث

التمرين

المادة 11

يقدم طلب الترشح للتقييد في لائحة المحامين المتمرنين إلى نقيب الهيئة التي ينوي المترشح قضاء مدة التمرين بها، وذلك خلال شهري مارس وأكتوبر من كل سنة.

المادة 3

يتقيد المحاسبي في سلوكه المهني بمبادئ الاستقلال والتجرد والنزاهة والكرامة والشرف، وما تقتضيه الأخلاق الحميدة وأعراف وتقاليد المهنة.

المادة 4

يمارس المحاسون مهنتهم في إطار هيئة المحاسين المحدثة لدى كل محكمة استئناف. تتمتع كل هيئة بالشخصية المدنية والاستقلال المالي.

الباب الثاني

الانخراط في المهنة

الفرع الأول

شروط عامة

المادة 5

يشترط في المترشح لهنة المحاماة :

- 1 - أن يكون مغربيا أو من مواطني دولة تربطها بالملكة المغربية اتفاقية تسمح لمواطني كل من الدولتين بممارسة مهنة المحاماة في الدولة الأخرى، مع مراعاة مبدأ التعامل بالمثل مع هذه الدول ؛
- 2 - أن يكون بالغاً من العمر واحداً وعشرين سنة ومتمتعاً بحقوقه الوطنية والمدنية ؛
- 3 - أن يكون حاصلاً على شهادة الإجازة في العلوم القانونية من إحدى كليات الحقوق المغربية أو شهادة من كلية للحقوق محترف بمعادلتها لها ؛
- 4 - أن يكون حاصلاً على شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة ؛
- 5 - أن لا يكون مداناً قضائياً أو تأديبياً بسبب ارتكابه أفعالاً منافية للشرف والمروءة أو حسن السلوك ولو رد اعتباره ؛
- 6 - أن لا يكون مصرحاً بسقوط أهليته التجارية ولو رد اعتباره ؛
- 7 - أن لا يكون في حالة إخلال بالالتزام صحيح يربطه بإدارة أو مؤسسة عمومية لمدة معينة ؛
- 8 - أن يكون متمتعاً بالقدرة الفعلية على ممارسة المهنة بكامل أعبائها ؛
- 9 - أن لا يتجاوز من العمر خمسة وأربعين سنة لغير المعفيين من التمرين، عند تقديم الطلب إلى الهيئة.

المادة 6

تمنح شهادة لزاولة مهنة المحاماة من طرف مؤسسة للتكوين تحدث وتسير وفق الشروط التي ستحدد بنص تنظيمي.
تستمر وزارة العدل في تنظيم امتحان خاص بمنح شهادة الأهلية لزاولة مهنة المحاماة إلى حين دخول النص التنظيمي حيز التنفيذ.

ظهير شريف رقم 1.08.101 صادر في 20 من شوال 1429 (20 أكتوبر 2008) بتنفيذ القانون رقم 28.08 المتعلق بتعديل القانون المنظم لهنة المحاماة.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وابه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 26 و 58 منه :

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 28.08 المتعلق بتعديل القانون المنظم لهنة المحاماة، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بالدار البيضاء في 20 من شوال 1429 (20 أكتوبر 2008)

وقع بالملك :

الوزير الأول :

الإمام: عباس الفاسي

*

* *

قانون رقم 28.08

بتعديل القانون المنظم لهنة المحاماة

القسم الأول

مهنة المحاماة

الباب الأول

أحكام عامة

المادة 1

المحاماة مهنة حرة، مستقلة، تساعد القضاء، وتساهم في تحقيق العدالة، والمحامون بهذا الاعتبار جزء من أسرة القضاء.

المادة 2

لا تجوز ممارسة مهنة المحاماة، وتحصل أعبائها، والتمتع بامتيازاتها، والقيام بهيئتها، إلا لحام سجل بجدول إحدى هيئات المحاسين بالمغرب أو محام متمرن مقيد بلائحة التمرين لدى إحدى الهيئات المذكورة.
تتأسس مهنة المحاماة، طبقاً لتقتضيات هذا القانون، مع مراعاة الحقوق المكتسبة.

